

Lutte de classe

Un point sur la crise financière et ses conséquences.

Bush semble s'adresser à des demeurés avec son langage infantile habituel.

George W. Bush a défendu le 20 septembre l'énormité sans précédent des sommes engagées en disant que son plan est « *massif car le problème est massif* ».

Au demeurant, Bush n'entend pas sauver le système capitaliste du marasme, il se pose en humble protecteur des intérêts de la population comme le pasteur veille au bien-être de son troupeau. Pratique, car en agissant ainsi, qui irait lui reprocher ensuite d'être responsable de la situation actuelle ?

« *S'il était possible de laisser plonger toutes les sociétés irresponsables de Wall Street sans que cela vous touche, vous et votre famille, je le ferais* », a poursuivi le président américain. Pensez-vous « *Mais ce n'est pas possible* », a-t-il ajouté, avertissant qu'un blocage du système financier se traduirait par « *des difficultés financières pour nombre d'entre vous* », pour ne pas dire que l'économie américaine serait conduite à une situation comparable ou pire à celle de 1929, car les Américains sont endettés jusqu'au cou, à hauteur de 140% en moyenne.

On comprend pourquoi il est resté évasif sur cette question, comme on comprend aussi parfaitement que bons nombres de commentateurs s'emploient à expliquer que la crise actuelle n'a rien de comparable avec celle de 1929, car elle est pire en réalité.

La méthode Sarkozy. Lors de son discours à Toulon le 25 septembre.

Il emprunte d'emblée un ton grave pour capter l'attention. Mais sur quel aspect particulier de la situation ?

« *Si j'ai voulu m'adresser ce soir aux Français, c'est parce que la situation de notre pays l'exige* ». Si les intérêts supérieurs de la nation sont menacés, c'est effectivement que l'affaire est grave !

Y serait-il pour quelque chose par hasard ? On le saura plus tard.

« *Je mesure la responsabilité qui est la mienne dans les circonstances exceptionnelles où nous nous trouvons.* »

Ensuite il fait monter la sauce en dramatisant, pour pouvoir annoncer qu'on peut compter sur lui, il maîtrise la situation, en un mot : faites-moi confiance.

Il a souligné la gravité de la crise qui provoque la « *peur* ». Et pour cause, elle se traduit à chaque fois par l'union nationale derrière la bourgeoisie. Une peur salvatrice pour le capitalisme, uniquement.

Un avertissement, en guise de prélude à la poursuite de l'application de son programme anti-social rendu plus nécessaire que jamais à cause de cette crise. Pardi, il n'y aurait pas d'autres politiques possibles, pour un peu il s'en excuserait !

La « *crise de confiance sans précédent* » qui ébranle l'économie mondiale n'est pas finie et aura des conséquences durables, y compris en France a-t-il affirmé, donc attendez-vous à en prendre plein la gueule pendant encore longtemps, mais juré, il n'y serait pour rien !

Bizarrement ces conséquences correspondent à son programme tourné entièrement contre la majorité de la population. Un hasard sans doute ! Qui en douterait après qu'il a dit la vérité ? L'astuce consistait à faire passer sa vérité pour la vérité valable pour l'ensemble de la population pour tromper les esprits naïfs.

« *Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise actuelle aura des conséquences dans les mois qui viennent sur la croissance, sur le chômage et sur le pouvoir d'achat.* »

Il a ensuite laissé entendre tout aussi sournoisement que cette crise serait bien la dernière, pour tenter certainement de mieux faire avaler les conséquences de celle-ci

La crise actuelle mettrait fin à une « *certaine idée de la mondialisation* » et à l'idée « *folle* » selon laquelle les marchés ont toujours raison. A l'entendre, il n'aurait jamais partagé cette idée, on n'oserait même pas soupçonner que sa politique réactionnaire était favorable au marché financier, et il ne serait pas raisonnable de penser qu'il était assez fou pour cela, sur ce point précis on aurait tendance à dire que le doute n'est pas permis. Que fait-il en appliquant à la lettre la politique de l'Union européenne ? Rien d'autre.

D'ailleurs, cela étend dit, ce n'est quand même pas une raison pour remettre en cause l'existence du capitalisme, ouf nous voilà soulagés d'un affreux doute !

Cette crise n'est pas celle du capitalisme et l'anticapitalisme n'offre « *aucune solution* », avant d'appeler de nouveau à un « *capitalisme régulé* » et « *refondé* » sur une « *éthique de l'effort et du travail* », car le capitalisme n'était « *pas la loi de la jungle* », c'est marrant, on avait plutôt l'intime conviction du contraire depuis qu'il avait mené à la boucherie de la première guerre mondiale, à la seconde, etc.

Je crois avoir discerné un amalgame dans cette partie de son discours. Comme à l'entendre il serait favorable à un capitalisme « *régulé* » et « *refondé* » au nom de l'« *éthique* » dont il serait le dépositaire pour le compte de la classe dont il représente les intérêts, « *l'effort et le travail* » s'adresse de préférence aux autres classes qui n'auraient rien d'autre à faire que trimer aveuglément sans se poser de questions, car il se chargerait d'y répondre pour elles.

Cette crise n'aurait évidemment rien à voir avec les contradictions inhérentes aux lois qui régissent le fonctionnement du système capitaliste depuis son origine, quelle idée saugrenue !

Elle provient des défaillances d'un « *capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir* », sinon quelle belle machine se serait, n'est-ce pas ? La première crise boursière remonte à 1721 (à Londres), pourtant à cette époque l'industrie financière n'occupait pas encore une place dominante au sein du capitalisme, mais qui le sait ? Personne, comme tout le monde a déjà oublié les crises qui se sont succédées depuis le début des années 90.

Il se croit à guignol, après avoir revêtu le costard étriqué du redresseur de torts dans lequel il était déjà ridicule, voilà qu'il passe son habit favori de gendarme pour lancer un avertissement en direction de l'aristocratie financière qui l'a porté sur le trône de l'Élysée et qui doit bien se marrer devant un tel numéro.

Il a plaidé pour un « *nouvel équilibre entre l'Etat et le marché* » - « *L'autorégulation pour régler tous les problèmes, c'est fini, le laissez-faire c'est fini* ». Impressionnant, non ?

Comme en réalité il n'avait pas grand chose à dire que nous n'avions pas déjà entendu ailleurs, il n'a rien trouvé de mieux que de répéter ce que les républicains et les démocrates américains n'ont cessé de marteler avant lui, pour ensuite se rétracter.

Ainsi il a promis que si les banques françaises étaient mises en difficulté par la spéculation, il n'accepterait pas « *qu'un seul déposant perde un seul euro* ». Et dans le cas d'une banqueroute, tel superman « *L'Etat est là et l'Etat fera son devoir. C'est un engagement solennel que je prends ce soir : quoiqu'il arrive, l'Etat garantira la sécurité et la continuité du système bancaire* », ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Pour un peu, après qu'il a reçu la bénédiction du pape, on aurait presque cru aux miracles !

« *Il n'existe aucune solution miracle qui permettrait de se dispenser des efforts nécessaires* », voilà qui est plus sérieux et terre à terre, et pour cause, il en a profité pour confirmer la suppression de 30.600 emplois dans la fonction publique en 2009.

Ceci dit, si la diminution du nombre de fonctionnaires peut passer quasiment inaperçu aux yeux du citoyen lambda, la majorité de la population pourrait dresser des barricades à l'annonce d'un plan de rigueur, pris entre le marteau et l'enclume, il a préféré opter pour deux contrevérités ou deux mensonges grossiers.

« *Mais dans la situation où se trouve l'économie, je ne conduirai pas une politique d'austérité parce que l'austérité aggraverait la récession* », reconnaissant au passage que la récession était bien réelle, concession bien inutile pour camoufler sa politique que l'on peut déjà qualifier d'austérité ou de rigueur.

Il a dit ensuite qu'il n'accepterait pas « *de hausses des impôts et des taxes qui réduiraient le pouvoir d'achat des Français* », car celles qui ont eu lieu depuis un an avaient eu pour vertu de l'augmenter sans doute !

Pour finir, comme il est impossible de justifier sur le plan de la morale l'exploitation et donc la survie du capitalisme, il a bien fallu qu'il essaie de faire croire le contraire, maladroitement, il ne pouvait pas en être autrement.

En bon populiste qu'il est, il a dénoncé les modes de rémunération des dirigeants de la finance, notamment le système des « *parachutes dorés* ». Pire, et si les professionnels ne se mettent pas rapidement d'accord sur des pratiques « *acceptables* », il a prévenu que le gouvernement règlera le problème par la loi « *avant la fin de l'année* ». Ils en tremblent d'avance ! Il a raison de laisser l'aristocratie financière s'infliger des pratiques « *acceptables* », elle va se faire violence elle-même ! La preuve.

Un article du journal *Le Monde* rappelait utilement que les principaux traders sont à la City et à Wall Street, pas à Paris. Quant à la présidente du Medef, elle précisait à l'adresse de Sarkozy qu'il n'était pas possible de remettre fondamentalement en cause le droit des contrats privés.

Et puis un peu de sérieux quand même, rien ne les empêchera de trouver un moyen plus discret pour continuer à se verser des sommes colossales à la barbe de la population.

Toutes les mesures qui ont été préconisées pour contrôler la spéculation précipiteraient en fait le capitalisme dans une crise sans fin. En voici un bref aperçu.

Une d'entre elles consisterait à aménager la règle comptable qui exige de valoriser les actifs des banques à leur valeur de marché, mais elle est impossible à mettre en oeuvre car ce principe accentuerait la crise en forçant les banques à déprécier leurs actifs et à se recapitaliser. En d'autres termes, il faudrait déclarer l'économie en faillite pour ensuite faire redémarrer la machine avec de la monnaie sonnante et trébuchante qui s'avérerait insuffisante. Autant demander tout de suite aux banquiers de se suicider, pour renaître ensuite s'ils croient à la réincarnation !

On nous dit encore que la disparition des banques d'affaires va conduire à un capitalisme moins spéculatif, assis sur les dépôts des épargnants, comme en 1929 en quelque sorte, on connaît la suite.

Quand Sarkozy se fait l'avocat de son « *ami* » Bush.

« *Quand les banques centrales font tous les jours toute la trésorerie des banques et quand le contribuable américain s'apprête à dépenser mille milliards de dollars pour éviter la faillite généralisée* », a-t-il plaidé, « *il me semble que la question de la légitimité des pouvoirs publics à intervenir dans le fonctionnement du système financier ne se pose plus !* ». Il a raison, c'est là la seule légitimité qu'il peut revendiquer ou s'accorder puisqu'il est avant tout le président de l'aristocratie financière !

Sauve qui peut !

L'ampleur de la crise.

Des économistes bourgeois posent la question : confronté à la crise financière la plus grave depuis le krach de 1929, le gouvernement du républicain George W. Bush avait-il le choix ?

Ils filent ensuite la métaphore en comparant la faillite du capitalisme à un corps humain au bord de l'agonie.

En milieu de semaine, le système bancaire américain était au bord de l'effondrement : le sang (l'argent) ne circulait plus dans ce grand corps malade, sa tension (mesurée par les taux d'intérêt à court terme) avait bondi. La morphine injectée en doses massives (les liquidités des banques centrales) ne faisait plus effet. Il fallait opérer en urgence la tumeur qui le rongait, sans que l'on sache quelle en est l'origine : ils opèrent une tumeur en attendant la prochaine.

Les Etats-Unis étaient « *peut-être à quelques jours d'un effondrement complet de (leur) système financier* », résume a posteriori l'influent sénateur démocrate Chris Dodd, président de la commission bancaire du Sénat.

Réussiront-ils encore une fois à éviter le pire ? Peut-être, jusqu'à la prochaine crise qui ébranlera jusqu'aux fondements du capitalisme, au point de voir surgir à nouveau le spectre de la révolution socialiste internationale qui le vaincra.

Le scénario catastrophe se met en place.

Dimanche 14 septembre : les principaux responsables de l'économie américaine pensaient pourtant encore avoir les choses bien en main.

Lundi 15 septembre : Lehman dépose son bilan. Merrill Lynch convole à la hâte avec Bank of America pour éviter le même scénario. L'assureur AIG, l'une des 30 valeurs composant l'indice Dow Jones, plonge lui aussi.

Mercredi 17 septembre : les investisseurs sont pris de panique. Ils retirent massivement leurs placements pour se porter sur les traditionnelles valeurs refuges.

L'or enregistre sa plus forte hausse en dollars jamais vue : +88,75 dollars, alors que les taux des bons du Trésor américain tombent pratiquement à zéro.

La plus ancienne Sicav monétaire du pays - prototype de l'investissement sans risque - doit annoncer que les retraits sont tels qu'elle ne pourra restituer aux investisseurs l'intégrité de leur mise.

La tourmente fait rage sur les marchés mondiaux, menaçant d'engloutir d'autres établissements financiers comme Morgan Stanley et Washington Mutual. La banque britannique HBOS doit se jeter dans les bras de sa rivale Lloyds TSB. Et les deux Bourses de Moscou, au bord de l'implosion, doivent être fermées.

Après une nouvelle journée noire, le krach semblait inévitable jeudi à Wall Street avant que n'apparaissent les premières rumeurs d'une intervention massive des pouvoirs publics.

Jeudi 18 septembre dans la soirée : le secrétaire au Trésor Henry Paulson annonçait les grandes lignes d'un plan inouï consistant pour l'Etat à racheter aux établissements financiers les actifs à risques qu'ils avaient imprudemment accumulés pendant la dernière « bulle » immobilière et qui étaient devenus depuis invendables à hauteur de 700 milliards de dollars, sans doute plus.

Savent-ils exactement ce qui se passe ? Ont-ils vraiment conscience de l'ampleur de la crise ?

Lors de sa conférence de presse de rentrée, le 16 septembre, la présidente du patronat français, Laurence Parisot, s'est déclarée pessimiste sur la situation économique en France, estimant que « *le pire* » devait désormais être envisagé, sans préciser de quelle manière il se traduirait sur le plan social.

Le démocrate Chris Dodd a estimé le 20 que les Etats-Unis étaient « *peut-être à quelques jours d'un effondrement complet" de leur système financier* ». Il a dit « *peut-être* », il ne voulait pas se mouiller. Difficile d'avouer qu'il était en train de s'effondrer, on comprend son embarras et son désappointement.

Selon John Ryding, économiste chez RDQ Economics « *Même si beaucoup de détails restent à préciser, le Trésor et la Fed ont finalement réalisé la profondeur et la nature systémique de la crise* » prenons acte de cette date. Qui dit « *systémique* » dit système, ce n'est pas seulement le fonctionnement du système financier qui est en cause, c'est le système tout court, le système capitaliste. Là aussi on comprend qu'un tel économiste ne puisse pas admettre que le système capitaliste soit gangrené depuis sa création, c'est dur à avaler et impossible à avouer.

Ils sont totalement incapables de prévoir comment la situation va évoluer.

Le président de la Bundesbank Axel Weber le 16 septembre : « *Je pense que nous allons certainement voir un apaisement des tensions actuelles dans les semaines et mois à venir* ». L'espoir fait vivre !

Quant au président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, sur le contenu du plan de relance de 700 milliards de dollars, il a dit le 26 « *Les banques européennes qui commencent à naviguer en eaux troubles, souffrent de cette incertitude* », si elles naviguent en « *eaux troubles* » rongés par l'incertitude, on ne peut pas appeler cela maîtriser la situation.

Les experts en sont arrivés à se demander quel sera le prochain domino financier à tomber.

Ce qui est intéressant à constater, c'est que plus la crise s'amplifie et plus les discours sont ouvertement réactionnaires, populistes, où le cynisme rivalise avec l'hypocrisie, les hommes politiques deviennent de plus en plus médiocres, on les recrute de préférence pour leurs tares, leurs lacunes, et parfois leurs sens aigus de l'irresponsabilité nécessaire pour leur faire faire ou dire n'importe quoi le moment venu.

Leur plan de sauvetage.

D'un morceau de papier à un roman.

Le projet d'accord, un plan de trois pages initialement proposé par le secrétaire du Trésor, avait atteint une centaine de pages après les négociations de vendredi soir, selon le *Washington Post*.

La mouture présentée au Congrès et au Sénat pour y être votée. D'une dépêche de presse du 29 :

« Des dispositions accordent aux contribuables des parts dans le capital d'institutions financières auxquelles l'Etat rachète des actifs invendables. Ces actifs, au fil du temps, pourraient reprendre de la valeur.

Au bout de cinq ans, le gouvernement devra s'assurer que les contribuables ont été remboursés de l'immense effort fait pour soutenir les banques et si la revente de leurs actifs ne suffit pas, ces institutions devront payer la différence.

Le gouvernement sera aussi tenu d'assouplir les modalités des prêts qu'ils rachètent pour soulager les emprunteurs propriétaires de maisons qui sont au bord de la saisie. »

Traduisons : pour sauver les banques et des institutions financières diverses de la banqueroute totale, le gouvernement Bush soutenu par les républicains et les démocrates a décidé à la place du peuple de faire marcher la planche à billets et de piocher dans son trésor de guerre qui provient des contribuables (de l'exploitation), en échange de quoi chaque contribuable recevra un morceau de papier sans valeur aujourd'hui mais qui en prendra peut-être plus tard, d'ici 5 ans si tout va bien, dans le cas où cela tournerait mal encore une fois, ce sera à l'Etat de verser la différence, s'il en les moyens, étant donné le niveau actuel de la dette américaine on peut en douter fortement, donc au total cela pourrait lui coûter entre 700 et 1.000 milliards de dollars, ils n'auront qu'à refaire le même coup !

Une fois que les comptes pourris des banques auront été apurés, elles retrouveront leur capacité à octroyer des crédits aux contribuables pour qu'ils puissent consommer de plus belle, donc ils emprunteront aux banques leur propre argent en leur versant des intérêts ! Il fallait y penser !

Cinq ans c'est court, peut-être plus trop pour qu'une nouvelle crise mûrisse.

Le gouvernement se porte au secours du capitalisme qui menace de faire naufrage, rien de plus naturel, c'est la preuve qu'il n'est pas infaillible, qu'il est loin d'être parfait et qu'il peut être vaincu. Il faut le vaincre d'abord pour qu'il disparaisse ensuite, d'où la nécessité de l'action, notamment sur le plan politique.

Sauver les banques c'est plus qu'un symbole, c'est sauver le poumon (artificiel) du capitalisme, où se concentrent toutes les contradictions du système : pas de crédit, pas de consommation, pas de production, pas de plus-value, pas de profits, chômage, précarité et paupérisation, guerre et révolution.

Qui va payer la note ? Quelle est leur priorité ?

Jean-Claude Trichet a réaffirmé le 13 septembre que la BCE avait « un mandat premier qui est la stabilité des prix ». Comme ils auront forcément tendance à augmenter, pour s'y retrouver on connaît sa recette : faire baisser le coût du travail et augmenter la productivité.

Et de renvoyer la balle aux Etats et à leurs responsabilités, alors qu'ils ne sont plus maîtres de leur politique monétaire, on n'en fera pas un fromage parce qu'ils le veulent bien, Trichet les invite à suivre une voie qu'ils n'auront pas de mal à adopter, à suivre, c'est à voir, tout dépendra de la réaction de la population qui peut très bien se soulever, c'est aussi ce que certains craignent : « tout ce qui peut être fait pour renforcer la flexibilité de nos économies », comme les réformes structurelles, le contrôle des déficits et la maîtrise des

hausses de salaires, « *va dans le sens d'une économie plus souple (...) dans laquelle on peut avoir un meilleur ancrage des anticipations d'inflation* ».

Au moins les choses sont claires, tout y est : précarité (flexibilité), dépeçage de la fonction publique (réformes structurelles), chômage (contrôle des déficits), pauvreté (maîtrise des hausses de salaires), bref, la réaction sur toute la ligne et c'est normal.

Un marché de dupe.

Dès le 17, la porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino avait dû avoir vent du contenu du projet de loi qui allait être proposé par le secrétaire au Trésor lorsqu'elle a expliqué que compte tenu de l'ampleur d'AIG, l'effondrement du groupe posait un risque beaucoup plus important qu'un prêt de 85 milliards (59,85 milliards d'euros), ajoutant que les contribuables américains seraient les premiers remboursés. Mais interrogée sur l'éventualité qu'ils ne récupèrent jamais leur argent, elle avait répondu : « *c'est vrai* ». Entre temps le gouvernement s'est porté garant sans dire où il trouverait l'argent pour combler la différence en cas de défaillance des banques, où pourrait-il les trouver ailleurs que dans les mêmes poches qu'aujourd'hui ?

Pour sauver le capitalisme, cela vaut la peine de sacrifier une vérité, après tout, l'essentiel ce n'est pas de sauver la face, Bush ne connaît pas la honte et on n'est pas là pour faire de la morale, vaut mieux pas, l'essentiel c'est d'éviter provisoirement le pire.

Le 20 septembre, Bush a concédé : « *Ces mesures réclament que nous engagions un montant considérable de dollars du contribuable* », pour les rassurer immédiatement « *Je suis convaincu que cette approche audacieuse coûtera beaucoup moins aux familles américaines* ». Comme elles ne savent pas au juste ce que Bush leur a évité, des conditions de vie et de travail devenues insupportables au point de déclencher des révoltes pouvant se transformer en soulèvement général pour abattre le capitalisme, sans alternative crédible et reconnue sur le plan politique, il est sûr dans un premier temps d'être soutenu par la majorité des Américains, pour singer Greenspan, je ne miserais pas un euro sur la suite.

Cinq jours plus tôt, il les avait mis en condition, conditionnés quoi, lorsqu'il avait assuré que son administration s'efforceraient de réduire l'impact de la crise bancaire « *A long terme, je suis confiant dans la souplesse et la résistance des marchés financiers et dans leur faculté à faire face à ces ajustements* », et le secrétaire du Trésor avait renchéri en affirmant que le système bancaire était « *sain* » et que les Américains pouvaient avoir confiance dans la sécurité de leurs comptes bancaires. Le sacro-saint capitalisme est sain, puisqu'on vous le dit, amen !

En France, le 21 septembre, pour le chef de file des députés UMP, Jean-François Copé, la priorité pour faire passer la pilule des conséquences de la crise du capitalisme nécessite de se livrer à « *un travail d'explication* » en direction de la population, autrement dit, répéter en cœur toujours les mêmes mensonges, les mêmes promesses, ce sera plus difficile, bien qu'il est « *indispensable que le président remette en perspective les enjeux de cette crise pour l'économie mondiale et française* », indiquant par là que leur seule préoccupation était de sauver le système économique en place, et que le sort de la population passait au second rang.

Le 27, Bush devra concéder que son plan à 700 ou 1.000 milliards de dollars « *ne semble pas équitable et je le comprends* », nous aussi on en comprend les raisons, s'il ne peut pas être équitable, c'est parce que rien ne peut le justifier autrement que sur un plan purement comptable et mercantile, la cupidité du système capitaliste étant incompatible avec l'idée de justice sociale, tout comme l'exploitation avec la morale. Heureusement que le pape en visite en France dernièrement s'est chargé le plus hypocritement du monde de rappeler que la cupidité était un péché, sans être mortel toutefois, sinon comment serait-il possible de prêcher pour la paroisse du capitalisme et lui éviter une fin tragique ?

La hausse brutale du chômage aux Etats-Unis en France répond aussi à la question qui va payer.

Le crédit pour alimenter la machine à consommer ou la fuite en avant.

Une dépêche le disait très clairement : L'administration américaine met 700 milliards de dollars sur la table pour enrayer la grave crise de confiance des marchés financiers, demandant au Congrès de la laisser récupérer des créances douteuses pour apurer les comptes des banques et relancer la machine du crédit.

Le 21, le secrétaire du Trésor interrogé sur la chaîne NBC n'avait pas d'autre préoccupation à court terme : « *Les marchés du crédit sont toujours très fragiles à l'heure actuel et gelés* », en précisant « *Nous devons traiter le problème et le traiter rapidement.* ».

Les banques ne trouvent plus d'argent à emprunter, ou alors à des taux dissuasifs, ce qui freine l'ensemble de l'activité économique.

Le nerf de la guerre : la planche à billets ou le moindre mal.

Les banques centrales de la planète n'arrêtent plus d'injecter d'importantes liquidités sur les marchés financiers depuis plus de 10 jours.

Le 21, un proche conseiller de Sarkozy expliquait : « *Entre le déficit budgétaire et le cataclysme mondial, les Américains ont choisi d'éviter le cataclysme mondial* ». Entre la peste et le choléra, laissons-leur la responsabilité de choisir, et surtout ne nous emmêlons pas, notre rôle n'est pas de conseiller ou de collaborer avec nos ennemis pour faire pression sur leurs décisions et éviter le pire au prolétariat. Comptons plutôt sur la radicalisation des masses au contact des conséquences de cette crise pour l'organiser et la préparer à abattre le capitalisme.

Un non-dit qui pèse son poids d'or... et d'ordures.

A l'heure où ils parlent d'une « *meilleure transparence* », d'une « *régulation accrue* », de « *contrôles renforcés* » des marchés financiers pour nous faire croire que l'aristocratie financière serait prête à s'y soumettre ou ne serait finalement pas si malhonnête que cela, étrangement personne ne parle des paradis fiscaux qui servent de refuges totalement opaques à des sommes colossales assujettis à aucun impôt et détournées du fisc ou provenant d'opérations mafieuses.

Le capitalisme dont la raison d'être consiste à voler légalement aux travailleurs une partie des richesses qu'ils ont produites, doit maintenir en dehors de la connaissance ou de la portée de la population laborieuse son mode de fonctionnement réel, pour la bonne raison qu'il ne peut finalement pas le justifier.

La racine du mal a-t-elle réellement été identifiée ? Des têtes vont tomber, mais pas leur compte en banque.

Le 20 M. Paulson répond qu'il faut en finir avec le coup par coup et s'attaquer aux racines du mal, le gouvernement n'y étant évidemment pour rien au même titre que la population victime d'affreux spéculateurs sans scrupules.

Le 22 à l'ONU Sarkozy a réclamé des sanctions contre les responsables du « *désastre* » qui frappe les marchés financiers. « *Qui est responsable du désastre ? Que ceux qui sont responsables soient sanctionnés et rendent des comptes et que nous, les chefs d'Etat, assumions nos responsabilités* », a-t-il dit, sans identifier ces « *responsables* ». Le justicier a parlé : que les coupables se dénoncent ! Impressionnant ! Lui il n'y est pour rien évidemment.

Le lendemain, la présidente du Medef, Laurence Parisot s'est dite « *dubitative sur la capacité qu'on peut avoir à isoler des responsables, à repérer la part d'erreur d'appréciation de chacun* » innocentant par avance les magouilleurs de la finance. Normal, ils appartiennent à la même famille, alors que Sarkozy est un vulgaire parvenu.

Ils ont lancé les limiers du FBI à la recherche de possibles fraudes pour faire diversion et amuser la galerie.

Ne vous marrez pas, c'est très sérieux, le FBI recherche des responsables de fraudes comptables, de délits d'initiés, et des dissimulations de la valeur réelle des titres des sociétés immobilières et d'autres investissements.

Il a entamé plusieurs enquêtes sur 26 prêteurs institutionnels qui ont attiré leur attention depuis un an. Et depuis un an, ils n'ont toujours rien trouvé !

Leur nouvel ennemi : les ventes à découvert.

De son côté, le procureur général de l'Etat de New York Andrew Cuomo a décidé d'élargir son enquête sur la vente à découvert à Wall Street, selon un haut responsable de son bureau. Il estime que les contrats pourraient avoir été utilisés abusivement par des intervenants pratiquant la vente à découvert qui répandent des rumeurs négatives en vue de faire baisser les actions d'une compagnie.

Car en plus, les fonds spéculatifs, les hedge funds utilisent cette crise comme une aubaine pour spéculer à la baisse sur certains titres à Wall Street et à la City, pour les faire chuter entraînant un vent de panique chez les actionnaires qui s'en séparent sans trop réfléchir, et ils n'ont plus qu'à passer derrière et les racheter au plus bas.

Toutes les places boursières surveillent dorénavant les ventes à découvert, mais cette mesure ne concernerait que les titres d'institutions financières, la spéculation peut continuer tranquillement sur le reste du marché.

On se disait bien que cette crise ne ferait pas que des victimes.

Les conséquences qui les effraient. L'économie réelle ne dégage pas suffisamment de profits pour que la majorité des Américains conservent le même train de vie qu'hier... à crédit bien sûr.

Eviter que le chômage s'emballe.

Le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Angel Gurría, a estimé le 22 que le plan américain contribuera « à rétablir le bon fonctionnement des marchés financiers et préservera l'emploi et l'activité économique ».

Pour Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, le 23 septembre, l'absence d'un plan de soutien se traduirait par des pertes d'emplois, une contraction du PIB et une augmentation du nombre de saisies de maisons, le scénario catastrophe en quelque sorte.

Le jour suivant, le commissaire européen aux affaires économiques, Joaquín Almunia, assurerait devant le Parlement européen que « les événements dans le secteur financier affectent l'économie réelle ». Il a estimé que cela entraîne une « forte érosion de la confiance » des ménages et des entreprises et une baisse de la demande. « La situation économique et les perspectives restent particulièrement incertaines. Les risques pour la croissance demeurent ».

Et gare à 2009, année pour laquelle « les incertitudes sont mêmes plus fortes » a-t-il prévenu.

Bruxelles vient d'ailleurs de ramener ses prévisions pour cette année en zone euro à seulement 1,3%.

Le ministre des Finances, Peer Steinbrück, a également reconnu le 25 que l'économie réelle « serait touchée par la crise financière ».

Alexander Koch, chef économiste chez Unicredit à Munich, questionné sur la situation de l'économie allemande par *La Tribune*, il a répondu : Un facteur essentiel est évidemment le recul de la demande extérieure, en particulier celle de la zone euro. Mais l'inflation élevée a touché les ménages et la consommation devrait rester très faible.

L'Irlande qui était présentée il n'y a pas si longtemps comme un modèle de développement économique est officiellement entrée en récession, après deux trimestres consécutifs de croissance négative, a annoncé le 25 le Bureau central statistique irlandais. Leur futur référendum européen en Irlande qui avait déjà du plomb dans l'aile, en sera d'autant plus voué à l'échec et l'on s'en réjouit d'avance.

Et les licenciements se multiplient :

A Londres, la banque HSBC a annoncé 1.100 suppressions d'emploi.

La semaine dernière, Bradford & Bingley a déjà supprimé 370 emplois.

Aux Etats-Unis, ce sont plus de 153.000 emplois qui seraient supprimés dans un premier temps.

Le directeur général du FMI, D. Strauss-Kahn (PS) dans un entretien du 28 dans *Le Journal du Dimanche* s'est guère montré optimiste « *Il y a un ralentissement sérieux et durable de la croissance mondiale. Ça va être difficile pour l'Europe et parfois plus dur encore dans certains pays pauvres* », ceux directement frappés par la hausse des matières premières a-t-il précisé. La lutte de classes va repartir de plus belle partout dans le monde, voilà une excellente perspective pour nous

Autre signe visible, en Grande-Bretagne les ventes de logement ont atteint en août leur niveau le plus bas depuis 30 ans. La même tendance est observée en Espagne, en France et dans d'autres pays.

Pris à la gorge, ils sont obligés de nationaliser des banques et des institutions financières, totalement ou partiellement, les dernières en date : la banque belgo-néerlandaise Fortis, la caisse hypothécaire britannique Bradford & Bingley (B&B), et le groupe financier américain Washington Mutual.

La fuite en avant orchestrée par les Etats. Leur marge de manœuvre est quasiment nulle.

Ils ne donnent pas, ils prêtent de l'argent aux institutions financières en difficulté par le biais des banques centrales pour leur éviter une faillite immédiate.

Par exemple, le gouvernement américain a accepté de fournir un prêt en urgence de 85 milliards de dollars à l'assureur géant AIG pour lui éviter la faillite.

Nouvelles lignes de crédit aux banques, injections de fonds sur le circuit monétaire, les banques centrales multiplient les interventions pour tenter de rassurer les marchés, mais l'inflation toujours élevée dans le monde gêne leur capacité à baisser les taux d'intérêt.

La Fed a en outre nettement assoupli les garanties qu'elle exige pour prêter de l'argent aux institutions financières.

En conclusion : Tous complices, tous responsables, tous coupables, du trader au chef de l'Etat, désolé de contredire Sarkozy.

Le FMI se pose en garant de la stabilité du système capitaliste.

Strauss-Kahn dans l'entretien évoqué précédemment a appelé les dirigeants de ce monde à s'en remettre au FMI pour « *réformer* » le marché financier, en faisant preuve d'une éloquence conforme à l'idée qu'il se fait du socialisme et à laquelle Bush ou Sarkozy pourrait adhérer sans problème.

« Nous avons été créés en 1944 comme une sorte de service public mondial (...) En 1944, ce qui menaçait, c'était l'anarchie monétaire. Aujourd'hui, il faut faire face, en plus, à l'anarchie financière : l'opacité, la cupidité, l'irresponsabilité d'un système qui s'est développé sans rapport avec l'économie réelle... La finance doit être contrôlée », assure-t-il.

Le FMI bien connu pour ses services rendus au capitalisme et sa fidélité infaillible serait le mieux placé pour remplir le rôle de gendarme économique du monde selon lui : « *Nous sommes prêts à le faire si on nous en donne le mandat. Nous sommes dans notre rôle, et je le revendique* ».

Cela peut faire sourire qu'il compare le FMI à un service public, alors que l'une de ses principales fonctions a été de favoriser leur démantèlement à travers le monde au profit de la propriété privée, principalement des multinationales.

Il ne faut pas oublier que le propre du discours d'un représentant du capital consiste à dire ce que les gens veulent entendre, alors que dans la réalité les faits qu'il évoque comportent un contenu différent. Autrement dit, dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas présente l'avantage de camoufler au passage ce que l'on pense réellement et surtout ce que l'on fait.

Pour Strauss-Kahn comme pour tous les dirigeants de la planète, la question à résoudre relève de la quadrature du cercle ou de la mission impossible tant que l'anarchie et la concurrence règneront au sein du capitalisme mondial, deux facteurs impossibles à maîtriser, car il faudrait qu'ils acceptent de se placer sans réserves, c'est-à-dire, totalement et définitivement sous la tutelle du capitalisme le plus développé ou qui a développé à l'extrême les contradictions du système capitaliste, l'impérialisme américain. Contradictions dont il fait justement supporter le poids à l'ensemble du capitalisme mondial, mais comme chaque Etat sera

confronté au cours du développement de son propre capitalisme aux mêmes contradictions que le capitalisme américain, il ne leur restera plus qu'à recourir aux mêmes expédients et tenter de reporter sur les autres Etats le poids de leurs propres contradictions et ainsi de suite, ravalant l'extinction de la concurrence à une date indéterminée, au rang de chimère.

En admettant un instant qu'ils réussissent un jour à mettre un terme à la concurrence acharnée à laquelle se livrent les différents capitalistes de la planète, cette terrible réalité ne pourrait correspondre qu'à un monde soumis à une dictature de fer et réduit à l'esclavage, car c'est uniquement la lutte de classes qui en empêche la réalisation, cela signifierait que le prolétariat aurait été vaincu définitivement, ce que l'on ne peut évidemment pas envisager, mais cela demeure leur objectif.

La suite de la démonstration de Strauss-Kahn est éloquent à cet égard : « *On peut avoir des autorités nationales ou régionales (comme l'Union Européenne, par exemple), mais il faut un garant global. Une institution qui vérifie que les normes - transparence, équité - sont appliquées partout* », explique-t-il. Bien que la tentation soit grande, il ne peut pas rayer d'un trait de plume les « *autorités nationales* » qui correspondent au développement particulier de chaque Etat sur le plan économique et politique et à leurs intérêts spécifiques, elles demeurent incontournables.

Tout en insistant sur la nécessité de « *réglementer très précisément les institutions et les marchés financiers* », il a fait observer qu'en l'absence de réformes, « *s'imposera l'idée du puits sans fond, de l'Etat qui vole au secours des managers incompetents et des spéculateurs cupides* » et qui dans le pire des cas, horreur et damnation, se traduira par des nationalisations.

Il n'a peut-être pas évoqué par hasard sa conception du FMI comme une sorte de service public mondial qui me fait repenser à l'hypothèse émise par Trotsky vers la fin des années 30, mais qu'il n'avait pas développé et qui concernait plutôt les Etats, lorsqu'il avait évoqué la transformation possible de la domination du capital sous la forme d'une bureaucratie totalitaire : « *la décomposition ultérieure du capitalisme monopoliste, sa fusion ultérieure avec l'Etat et la disparition de la démocratie, là où elle s'est encore maintenue, au profit d'un régime totalitaire* » (*Défense du marxisme*), donc à partir de l'Etat devenu propriétaire des moyens de production pour palier les imperfections du capitalisme tout autant que l'incurie et l'indiscipline des capitalistes qui les accompagnent.

Certes Strauss-Kahn n'a pas assigné pour tâche au FMI de nationaliser les banques et les institutions financières, ce sont pour le moment les chefs d'Etat qui s'en chargent à contrecœur, mais en poussant un peu plus loin cette logique, on pourrait très bien concevoir qu'ils adoptent cette orientation, bien que nous ayons vu précédemment qu'il sera impossible de la mener à terme.

Dans le même registre, il a appelé les dirigeants du vieux monde pourri à resserrer les rangs autour d'un compromis concocté par le FMI, donc par l'impérialisme américain... pour venir à son chevet : « *Parce que nous rassemblons tous les pays, nous sommes capables de définir et de garantir le compromis et l'intérêt général. C'est ce dont le monde a le plus besoin* ».

Il propose rien de moins qu'une subordination totale et sans faille des différentes économies à celle de l'impérialisme américain en étendant le principe de subsidiarité à l'échelle mondiale : « *Chaque pays votera ses propres lois* » mais « *les règles générales devront être universelles, parce que le système financier est globalisé* ».

Quelques explications en guise de conclusion.

On aura compris que pour éviter une récession aux conséquences incalculables et incontrôlables, l'Etat doit alimenter les banques par le biais de la planche à billets, les banques devant à leur tour alimenter l'économie en crédits pour éviter que la consommation ne ralentisse et la machine s'enraie, le chômage augmente, etc.

La crise se traduit par la perte de confiance des investisseurs et des actionnaires qui craignent de perdre leurs mises suite à un mauvais résultat ou une prévision négative, entraînant une chute brutale et vertigineuse des actions qui conduit à fermer le robinet des banques et du crédit aux entreprises et qui se répercute immédiatement sur leur solvabilité, les conduisant finalement à la banqueroute.

Pour renflouer provisoirement ses finances, une banque ou une entreprise en difficulté peut revendre des actifs (titres ou biens).

On nous raconte qu'à partir du moment où la confiance dans l'économie s'effondre et que les nouvelles à court terme sont inquiétantes ou alarmistes, cela se traduit par la baisse de la consommation puis la faillite d'entreprises. Ce que les dirigeants de ce monde évitent de dire, c'est qu'en réalité cette crise est partie de l'insolvabilité des travailleurs américains à rembourser leurs crédits, il faut employer le pluriel et ne pas se limiter à l'immobilier puisqu'ils achètent tout à crédit, ils survivent même au quotidien uniquement grâce à crédit.

C'est bien l'économie réelle qui est la cause de la crise financière et non l'inverse, donc leurs discussions et leurs décisions ne porteront que sur les conséquences de la crise actuelle et non sur ses causes qui ne sont qu'une manifestation des lois du fonctionnement du système économique capitaliste, dont la lutte de classes !

On nous parle du niveau de liquidités dont les banques et institutions financières disposent comme étant l'élément clé de leur survie, pourquoi ?

Parce que comme tout emprunteur, elles doivent honorer régulièrement des créances arrivées à échéance ou régler chaque mois des charges incompressibles.

Partons d'une situation que vous connaissez tous. Si vous avez acheté une voiture à crédit, chaque début de mois vous devez disposer sur votre compte bancaire la somme nécessaire pour payer votre crédit en monnaie sonnante et trébuchante, sinon on va vous saisir votre véhicule qui sera vendue au enchères pour rembourser l'organisme de crédit qui vous avait prêté de l'argent, et si cela ne suffit pas, ils saisiront directement chaque mois une partie de votre salaire jusqu'au remboursement total de la somme que vous aviez empruntée.

Dans le cas d'un organisme financier, en admettant qu'il disposerait de cet argent en caisse, il paie et on n'en parle plus, mais c'est très rarement le cas pour ne pas dire jamais.

Vous pouvez aussi essayer d'obtenir un second emprunt pour pouvoir régler le premier pour vous sortir temporairement d'affaire, mais cela ne règlera pas pour autant votre problème, au contraire, votre situation ne fera qu'empirer puisque dorénavant vous n'aurez plus un mais deux crédits à rembourser chaque mois, votre endettement dépassera votre capacité de remboursement, c'est comme si vous vous étiez passés une corde autour du cou. Voilà comment procède les gens de la finance mais avec des sommes colossales, c'est ce qu'ils appellent se tirer d'affaire ! La corde en moins, bien sûr, en ce qui les concerne !

2- Dans le cas d'une institution financière, pour se procurer de l'argent liquide, elle peut revendre les parts d'entreprises qu'elle avait acquises précédemment, à condition que leur valeur ne se soit pas effondrée aussi.

Sinon, elle peut vendre une partie ou la totalité des biens qui lui appartiennent, dont elle est le propriétaire, mais dans ce cas-là, par la suite elle ne pourra plus offrir aucune garantie à ses futurs créanciers pour se procurer le fond de roulement nécessaire à son fonctionnement, elle sera privée des fonds nécessaires pour réaliser des investissements et assurer son développement, bref, elle sera dans la même situation que le pauvre à qui personne ne veut prêter de l'argent par crainte de ne jamais le revoir.

Si les banques et les entreprises commencent toujours par licencier en cas de crise, c'est parce qu'elles ne peuvent pas payer les salaires de leurs salariés autrement qu'en liquide, ainsi c'est leur besoin permanent de liquidités ou de trésorerie qu'ils allègent pour faire face à la situation. Cet aspect est généralement masqué par le fait que l'on présente systématiquement les plans de licenciement comme un moyen d'augmenter les profits des capitalistes ou des actionnaires, ce qui est exact, mais parfois cela correspond davantage à une question de survie. Une fois que l'entreprise aura chiffré l'économie qu'elle réalisera en supprimant ces emplois, elle pourra raisonnablement espérer pouvoir emprunter au moins la même somme sur le marché financier et le tour sera joué.

Qu'on le veuille ou non, recourir au crédit consiste à prendre le risque de vivre temporairement au-dessus de ses moyens réels, qu'il s'agisse d'un particulier, d'une banque ou d'un Etat, sans avoir vraiment les moyens de contrôler les aléas de l'existence.

Finalement, ce que met en lumière la crise actuelle, c'est que la survie du régime capitaliste est de plus en plus incompatible avec la satisfaction des besoins de l'immense masse de la population qui ne cesse

d'augmenter, elle rimera avec décomposition ou décadence de la civilisation humaine tant que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir à l'échelle mondiale, tant que la révolution socialiste internationale n'aura pas vaincu.

Le 30 septembre.